

La révolte des Touaregs et le coup d'État au Mali

LTC RUDOLPH ATALLAH (ER), PDG*

Contextualisation du soulèvement actuel des Touaregs

Le soulèvement des Touaregs en 2012 n'a rien de nouveau. Il convient de considérer cette conflagration comme une continuation d'un demi-siècle d'une dynamique encourageant les conflits, qui a historiquement empoisonné les relations entre les Touaregs et les divers états qui ont essayé de mettre fin à leurs pratiques sociales, politiques et économiques ou de les limiter. Pour comprendre la rébellion actuelle, il est nécessaire de connaître le contexte historique, qui commença à se former bien avant l'indépendance du Mali en 1960.

Le témoignage qui suit, un instantané d'un ensemble de problèmes complexes en évolution rapide, fournit ce contexte historique, tout en éclairant la dynamique sociale, politique et économique contemporaine des Touaregs, dont l'impact sur la sécurité dans les régions saharienne et sahélienne de l'Afrique est considérable. Les rapports compliqués qu'entretiennent les Touaregs avec Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), la branche nord-africaine d'Al Qaïda (AQ), qui reposent sur une convergence d'intérêts, pas sur l'idéologie, méritent une attention particulière de la part des responsables politiques américains. En fin de compte, il deviendra évident que ceux qui cherchent à promouvoir la stabilité dans la région et s'opposent à l'extrémisme violent, y compris celui d'AQMI, devraient

*Le lieutenant-colonel Rudolph Atallah (ER) est maître de recherche au Centre d'études africaines Michael S. Ansari au Conseil atlantique. Il est également président-directeur général de White Mountain Research LLC.

Le présent article est basé sur une déposition devant la sous-commission de l'Afrique, de la santé mondiale et des droits de l'homme de la Chambre des Représentants des États-Unis à l'occasion d'une audition sur « la révolte des Touaregs et le coup d'état au Mali », le vendredi 20 juin 2012. Entre 2001 et 2003, l'auteur passa beaucoup de temps avec les Touaregs dans le nord du Mali, en particulier à Kidal, Tessalit, Tombouctou, Gao et dans plusieurs autres localités du Sahara. Ce fut au cours de cette période que se produisit le premier enlèvement de touristes européens par un extrémiste nommé Abdel Rezak Al Para et qu'à Kidal, des activistes pakistanais, qui appartiendraient à *Jamaat al Tabligh*, tentèrent de recruter des jeunes Touaregs pour les déployer à l'étranger, y compris peut-être pour y pratiquer l'activisme. Profitant du fait que l'arabe est sa langue maternelle, l'auteur eut à plusieurs reprises l'occasion de s'entretenir avec des chefs Touareg et des imams locaux à propos de ces problèmes ainsi que de leurs points de vue sur le 11 septembre, le terrorisme et des croyances tribales. Des recherches menées ultérieurement par l'auteur dans la région sous l'égide de l'entreprise qu'il dirige, White Mountain Research, lui ouvrirent de nombreuses perspectives fraîches sur la dynamique de sécurité en rapide évolution dans cette région.

ne pas ignorer les Touaregs. Ceux-ci jouent un rôle essentiel dans la sécurité et la croissance économique régionales.

Les Touaregs et la décolonisation

Les Touaregs sont un peuple semi-nomade qui vit dans les régions saharienne et sahélienne du sud de l'Algérie, de l'ouest de la Libye, du nord du Mali, du nord du Niger et du nord-est du Burkina Faso. Ils sont 1,5 million environ aujourd'hui, bien qu'on ne dispose pas de données de recensement précises. Leur vision du monde repose sur une combinaison de l'Islam et de pratiques tribales traditionnelles impossibles à séparer de leur culture. Ils croient à la fois en Allah et en des esprits, ce qui diffère de l'Islam pur, qui n'enseigne que le monothéisme. Les Touaregs se divisent en trois classes : les nobles (éleveurs de chameaux), les vassaux (éleveurs de chèvres) et les esclaves noirs africains, appartenant à l'origine à des ethnies du Sud (l'esclavage fut déclaré illégal par les Français au début du siècle dernier).

Lorsque la décolonisation prit racine en Afrique dans les années 1950, la population du Sahara (les Touaregs principalement) fit campagne pour l'autonomie politique, ce qui provoqua souvent des conflits¹. Pendant l'ère coloniale, les régions où vivent les Touaregs étaient éloignées des capitales et donc isolées de l'influence de celles-ci. Au fil des ans, les puissances coloniales imposèrent une série de conventions réglementant les migrations nomades et les limitant à des territoires précis pour chaque fédération, restreignant encore plus les migrations des Touaregs et accroissant leur isolement par rapport aux centres de pouvoir². Les Touaregs s'opposèrent aux colonialistes français à propos de ces problèmes mais ils durent se soumettre en raison de la supériorité militaire des Français et des tactiques « diviser pour régner » employées par ceux-ci pour dresser les tribus Touaregs les unes contre les autres.

Le premier soulèvement de Touaregs débuta en 1962, dans la période qui suivit l'indépendance. Au départ, ce conflit se caractérisa par des petites actions éclairs mais celles-ci escaladèrent lors des années suivantes jusqu'à inclure des attaques très élaborées. Sur un plan général, il manqua toutefois aux efforts des Touaregs un commandement unifié et une stratégie cohérente. Néanmoins, les doléances de ceux-ci étaient suffisamment amères pour encourager certains à prendre les armes. Leurs inquiétudes étaient globalement axées sur trois aspects principaux :

1. Discrimination pratiquée par les ethnies du sud, qui gouvernaient le Mali après l'indépendance.

2. Crainte de voir la réforme agraire menacer leur accès privilégié à la pratique de l'agriculture.
3. Inquiétude quant à la possible destruction par les élites nationales de la culture Touareg sous prétexte de « modernisation ».

En 1964, le Mali avait écrasé la rébellion et la partie nord-est du pays devint une zone interdite soumise à la loi martiale. Par son approche brutale, le jeune gouvernement s'aliéna de nombreux Touaregs qui ne soutenaient pas les insurgés³.

Les années 1970 et 1980 furent des décennies d'extrême sécheresse et de souffrances dans la région. Cette période vit de nombreux Touaregs s'enfuir du Mali et se réfugier en Algérie, en Libye, au Niger, en Mauritanie et au Burkina Faso. La combinaison du surpâturage, de la sécheresse et de l'absence de réaction de la part du gouvernement malien approfondit le mécontentement chez de nombreux Touaregs. Les plus jeunes d'entre eux étaient également attirés par les emplois qu'offraient les industries pétrolières algérienne et libyenne et émigrèrent pour gagner leur vie. Toutefois, l'effondrement des prix du pétrole au milieu des années 1980 renvoya de nombreux Touaregs chez eux au Mali. L'Algérie en expulsa plus de 10.000 et la Libye, qui avait créé dans son armée des régiments spécialisés composés de recrues touareg, décida de dissoudre la plupart d'entre eux. Cela prépara le terrain pour la deuxième rébellion des Touaregs, qui débuta en juin 1990 et dura jusqu'en 1992. Iyad Ag Ghali, qui dirige actuellement le groupe *Ansar El Dine* (Défendeurs de la foi), un violent group salafiste régional apparenté à AQMI, mena la deuxième rébellion⁴. Comme lors des années 1960, les Touaregs n'étaient pas unis au sein d'un même groupe d'insurgés mais ils étaient cette fois mieux organisés et équipés.

Le président malien de l'époque, Moussa Traoré, reconnut très peu de temps après le début de la rébellion, ce qui était tout à son honneur, qu'une solution militaire était indéfendable et accepta une offre de médiation de l'Algérie. Après des discussions sérieuses entre le gouvernement et les chefs des Touaregs, les accords de Tamanrasset furent signés en 1991. Malheureusement, les Touaregs n'étaient pas tous représentés à la table des négociations, en particulier ceux de Gao et de Tombouctou, qui se sentirent trahis et tenus à l'écart du marché conclu. Le gouvernement Traoré refusa de rendre publics les termes des accords, craignant que le Sud ne les interprète comme une capitulation, allant même jusqu'à nier à la radio nationale qu'il y aurait un « statut particulier » quelconque pour le Nord⁵. Cela illustre un manque persistant de confiance qui reste à l'origine du conflit qui se poursuit aujourd'hui. Parmi les principales dispositions des accords figurent les suivantes :

1. Un cessez-le-feu et un échange de prisonniers.

2. Le repli des forces insurgées dans leurs cantonnements.
3. Une réduction de la présence de l'armée dans le Nord, à Kidal en particulier.
4. Un désengagement de l'armée de l'administration civile dans le Nord.
5. L'élimination de certains postes militaires (considérés comme menaçants par les communautés touareg).
6. L'intégration de combattants insurgés dans l'armée malienne à des grades à déterminer.
7. Une accélération des processus de décentralisation administrative en cours au Mali.
8. Une garantie qu'un pourcentage fixe (47,3 pourcent) du financement des investissements nationaux du Mali en matière d'infrastructures serait consacré au Nord⁶.

Les Touaregs estiment dans leur ensemble que la plupart de ces dispositions n'ont jamais été intégralement appliquées et sont devenues la raison pour demander l'indépendance. Le Mali fut victime d'un coup d'état deux mois après la signature des accords de Tamanrasset, ce qui mit fin brusquement aux 23 ans de pouvoir du président Traoré. En 1992, des élections générales furent organisées et les dirigeants de toutes les communautés signèrent un pacte national qui couvrait un large éventail de problèmes allant de l'intégration des anciens insurgés aux forces armées maliennes à l'allocation des ressources consacrées au développement national.

Un résultat significatif des accords de Tamanrasset fut la formation de forces de sécurité provisoires devant être cantonnées dans le Nord. Ces forces étaient composées d'un mélange de soldats maliens et de combattants rebelles, ce qui représentait à la fois une mesure visant à créer un climat de confiance et un moyen de remédier au problème du chômage chez les jeunes Touaregs armés⁷. Le gouvernement fit également des promesses d'avantages matériels sans disposer des ressources nécessaires pour les tenir. Le résultat fut une mise en application terriblement lente du pacte national⁸.

La troisième rébellion de Touaregs, dirigée par Ibrahim Ag Bahanga, se déroula en 2006 et dura jusqu'à 2009. Une fois encore, l'Algérie intervint pour ramener la paix en réaffirmant les demandes présentées dans le pacte national ; toutefois, le manque de confiance exprimé par l'ensemble des parties maintint le nord-est du Mali dans un état de paix précaire. En 2009, le Mali envoya des troupes pour stopper Bahanga, qui fut exilé cette même année en Libye, où il resta jusqu'à son retour pendant l'été 2011. L'exil de Bahanga en Libye se révéla représenter un jalon important de la récente insurrection des Touaregs.

Pendant le temps qu'il passa en Libye, Bahanga établit des contacts avec des Touaregs de sa tribu qui servaient dans les forces armées de Mu'ammarr Kadhafi. L'un de ceux-ci était Mohammed Ag Najm, commandant des unités d'élite du désert de Kadhafi. Lors d'un entretien accordé en 2011 au journal *Al Watan*, Bahanga déclara « La disparition de Kadhafi est une bonne nouvelle pour tous les Touaregs de la région... Son départ de la scène libyenne ouvre la voie à un avenir meilleur et nous aide à mettre en avant nos demandes politiques. Maintenant qu'il n'est plus là, nous pouvons aller de l'avant dans notre lutte ». Même si Bahanga trouva la mort dans un mystérieux accident de voiture cet été là, son désir de déclencher un autre soulèvement et de prendre le contrôle du Nord Mali s'enracina chez de nombreux Touaregs.

La vision de Bahanga se matérialisa plus tard cet automne. En septembre 2011, lorsqu'il fut évident que le régime Kadhafi allait s'écrouler, les combattants Touareg commencèrent à franchir la frontière malienne après avoir vidé plusieurs dépôts d'armes libyens⁹. En octobre 2011, dans l'oasis de Zakak, au Mali, proche de la frontière algérienne, des jeunes, des intellectuels, des déserteurs de l'armée malienne et des soldats entraînés en Libye représentant le peuple Touareg fusionnèrent deux mouvements, le *Mouvement national de l'Azawad* (MNA) et le *Mouvement Touareg du Nord Mali* (MTNM) pour former le « *Mouvement national pour la libération de l'Azawad* » (MNLA), (*Azawad* étant le nom de la patrie des Touaregs). Le porte-parole basé en France de la nouvelle organisation, Hama Ag Sid' Ahmed (beau-père de Bahanga), entra dans les détails de la signification de cette nouvelle approche plus organisée des aspirations des Touaregs : « Cette année, toutes les générations sont rassemblées¹⁰ ». Il le fit également lors d'une déclaration ultérieure sur la formation du MNLA :

Nous avons débattu de ce qui n'avait pas marché et essayé de nous mettre d'accord sur un plan et sur quelques objectifs communs. Nous avons créé un conseil exécutif, un état-major militaire commandé et coordonné par Mohammed Ag Najim. Il compte environ 40 autres officiers supérieurs. Nous avons également créé un bureau politique, qui entreprit une analyse et un examen de tous les aspects politiques, y compris la façon de sensibiliser la communauté internationale, les puissances régionales en particulier¹¹.

Alors que cette nouvelle approche par les Touaregs renforçait la stratégie militaire, accroissait le potentiel de combat tactique et améliorait en règle générale la réflexion politique des Touaregs, la désunion restait pour ces derniers le principal obstacle.

Récents développements

En un peu plus de deux mois, de la mi-janvier au début d'avril, le MNLA prit le contrôle d'une zone plus grande que la France qu'il appela *Azawad*. Le mot

Azawad est une déformation arabe du mot berbère *Azawagh*¹². Géographiquement parlant, il s'agit d'une région à cheval sur le Mali, le Niger et l'Algérie mais, en public, le MNLA prend soin de la définir comme le Nord-Mali. La définition de l'*Azawad* en ces termes vise à faire savoir aux états voisins qu'aucune expansion n'est dans l'air et à éviter ainsi une réaction violente unifiée de la part de ces états. Contrairement à ce qui se passe dans d'autres conflits tribaux, les Touaregs ne se battent pas pour des ressources naturelles, des terres fertiles ni une expansion territoriale mais pour leur culture, leur fierté et l'autodétermination.

Lorsque les jeunes Touaregs virent le monde se rallier à la cause de la lutte du Sud-Soudan pour son indépendance, ils espérèrent qu'il en serait de même pour leur peuple. Il n'en fut toutefois pas ainsi. Afin de désamorcer de potentielles représailles contre l'organisation qu'il venait de créer et de mobiliser le soutien dont il avait besoin, le MNLA déclara publiquement qu'il n'était pas une organisation extrémiste mais plutôt un représentant laïque des ethnies du Nord¹³. Le Comité exécutif du MNLA demanda ensuite à la communauté internationale de « reconnaître, dans un esprit de justice et de paix, l'État indépendant de l'*Azawad*¹⁴ ». Ce plaidoyer fut éclipsé par le coup d'état qui se produisit à Bamako et l'organisation fut harcelée de questions dont les moindres n'étaient pas « Pourquoi maintenant ? » et « Comment est-ce arrivé ? »

En dépit de récents succès, le MNLA connaît de nombreuses difficultés. La première est avant tout la menace d'une domination par les Islamistes militants. Toutefois, cette menace a peut-être son origine dans le désir des Touaregs ultra pragmatiques de faire partie de l'« équipe qui gagne » plus que dans une vision du monde prédisposée à l'extrémisme violent. Selon des informations reçues de Tombouctou, certains Touaregs ont des fils qui ont adhéré à la fois à *Ansar Al Dine* et au MNLA dans l'espoir d'avoir un représentant de la famille dans un camp victorieux. Comme un Touareg en fit la remarque, représentative de la vaste confusion qui règne à propos de cette dynamique organisationnelle, à un collègue, « Ce sont les deux bras du même corps ». Toutefois, si ce n'était pour le visage de Touareg donné par *Ansar El Dine* à AQMI, les Touaregs résisteraient plus à la présence salafiste et élargiraient leur soutien au MNLA.

Les Touaregs considèrent néanmoins l'engouement pour l'islamisme militant comme une passade. Il existe au sein de la société touareg un ressentiment largement répandu à l'égard, par exemple, des conceptions salafistes en matière d'interdiction du football, de tabagisme et de port du voile par les femmes. Alors que Tombouctou est une ville qui a une longue tradition de pratique fervente de l'Islam, ses habitants estiment que personne ne devrait pouvoir leur dire comment agir ou pratiquer leur religion. Néanmoins, les griefs qui sont maintenant à la base de l'insurrection des Touaregs poussent certains à rejoindre les factions islamistes

touareg, qui partagent les mêmes griefs et la même haine vis-à-vis des gouvernements régionaux, au Niger et au Mali en particulier, mais exploitent un cadre de référence islamique plus absorbant pour promouvoir l'activisme.

Un agent de liaison qui rencontra plusieurs officiers de l'armée touareg l'été dernier à Tombouctou décrit ces griefs, qui furent à l'origine du courant de combattants touareg venant de Libye, et prédit également une nouvelle rébellion. Ces officiers déclarèrent que le manque d'emplois, de développement de l'économie et d'infrastructures, ainsi que de routes goudronnées convenables dans le Nord-Mali figurait en tête de leurs préoccupations. Ils avaient tous des membres de leur famille travaillant dans les secteurs du commerce et du tourisme et, selon la majorité d'entre eux, le fait que la seule route goudronnée vers le Nord se termine à Mopti symbolise la trahison du peuple par le gouvernement. Qu'ils soient des pragmatistes laïques ou des Islamistes, les Touaregs ne font pas confiance au gouvernement malien, qui, à leurs yeux, a plus d'une fois envoyé des forces pour procéder à un « nettoyage ». Les Touaregs s'empresent de souligner que, depuis l'indépendance du Mali, aucune enquête approfondie indépendante sur les exactions perpétrées à leur rencontre n'a été menée par le monde extérieur.

Néanmoins, en dépit de ces griefs, les Touaregs n'apportent généralement pas un large soutien aux Salafistes. Ils les considèrent d'abord comme des intrus étrangers et ensuite comme des Arabes ou des Maures, deux ethnies qui leur disputent depuis longtemps la suprématie au Sahara.

Iyad Ag Ghaly et l'Islam militant

Le soulèvement qui se déroula cette année vit le retour d'Iyad Ag Ghaly, un chef touareg qui dirigea la première rébellion au début des années 1990 et lança la deuxième rébellion de trois ans qui se déroula de 2006 à 2009. C'est un combattant aguerrri de 57 ans qui embrassa le Salafisme militant et est connu pour être imprévisible et manipulateur. Ag Ghaly joue un rôle clé dans la promotion du conflit dans le Sahel et son approche manipulatrice extrémiste, pour ne rien dire de son réseau de contacts et des ses relations avec AQMI, vaut d'être examinée sérieusement. La biographie d'Ag Ghaly en tant que militant reflète un désir évident d'être dans le camp des vainqueurs. En 2007, au beau milieu de la deuxième rébellion, Ag Ghaly changea de camp. Il abandonna ce qui était sa cause (le combat pour l'autonomie des Touaregs) pour aider à négocier des accords entre les Touaregs et le gouvernement malien. Cette action continue aujourd'hui à susciter un ressentiment parmi les membres de sa tribu, dont beaucoup ont perdu toute confiance en lui. En 2008, le président Amadou Toumani Touré envoya Ag Ghaly comme consul à Djedda, en Arabie Saoudite. Son affectation, toutefois, prit

rapidement fin lorsqu'il fut déclaré *persona non grata* par le gouvernement saoudien pour s'être associé à des éléments extrémistes liés à Al-Qaïda¹⁵. En octobre 2011, le président Touré demanda à Ag Ghaly de mener une délégation chargée de la réintégration des soldats touareg revenant de Libye, où ils avaient combattu, dans la société malienne¹⁶. Il revint ensuite dans le Nord pour reprendre son ancien rôle de chef des Touaregs mais le MNLA le rejeta. Il forma alors son propre groupe, *Ansar Al Dine* et combattit aux côtés de son peuple jusqu'à la conquête du territoire de l'*Azawad*.

Après cela, Ag Ghaly commença à montrer son jeu. Il accepta de collaborer avec le MNLA mais à condition que l'*Azawad* respecte strictement la charia. Le 16 juin 2012, il rejeta l'indépendance promue par le MNLA et annonça publiquement que « *Ansar Al Dine* désire l'unité de tous ses frères et sœurs du Mali autour de l'Islam, qui est le fondement de notre vie¹⁷ ». Il semble pour l'instant résolu à atteindre ses objectifs à long terme qui sont de s'emparer de la direction du mouvement touareg et d'instituer le Salafisme strict comme forme d'Islam pour les Touaregs. Les dirigeants du MNLA rejetèrent la déclaration d'Ag Ghaly du 16 juin et maintinrent leur attachement à la laïcité. En dépit de l'impasse à propos du destin de l'*Azawad*, certains membres du MNLA considèrent Ag Ghaly et les membres de son *Ansar El Dine* comme des *Azawadis*, bien qu'ils ne partagent pas la même perception d'AQMI.

Cela fait longtemps qu'Ag Ghaly a l'habitude de jouer sur tous les tableaux dans les conflits impliquant les Touaregs. Pendant quelques années il fut facilement influencé par l'Algérie et la Libye, qui le « gèrent » avec succès. Les parrains actuels d'Ag Ghaly, si tant est qu'il en ait, ne sont toutefois pas identifiés. Dans l'impasse actuelle à propos du destin de l'*Azawad*, Ag Ghaly semble saper méthodiquement la position des membres de sa tribu au sein du MNLA. La question est de savoir pourquoi. Les questions demeurées sans réponse sont nombreuses, en particulier quant à l'identité de son ou ses commanditaires. En outre, Ag Ghaly était-il au courant de la rébellion et avait-il l'intention de la saper ? Est-ce un état, une organisation ou un particulier qui est derrière sa réussite ? Il est de fait que le MNLA ne peut compter que sur la diaspora touareg désireuse de voir un *Azawad* indépendant pour le soutenir financièrement et politiquement. Ce ne sont pas, par contre, les fonds ni le matériel qui manquent à *Ansar Al Dine*, dont la composition ethnique et tribale est en outre un gage de réussite. Ag Ghaly, qui connaît bien le Groupe Salafiste pour la Prédiction et le Combat (GSPC)/AQMI depuis sa fréquentation initiale du groupe en 2003, semble également bénéficier du soutien total d'Abdelhamid Abou Zeid, l'un des dirigeants d'AQMI au Nord-Mali¹⁸. Considéré dans son ensemble, cela ne cadre pas avec la voie simplifiée du succès dont Ag Ghaly se fait l'apôtre.

En résumé, dans le contexte de la crise actuelle, Ag Ghaly occupe une position très favorable. Il a réussi à susciter des querelles au sein du MNLA et a aujourd'hui officiellement à sa disposition les combattants sudistes et les ressources d'AQMI¹⁹. Il commença à saper l'autorité des chefs touareg en avril, après la déclaration d'indépendance de l'*Azawad* par le MNLA. Des pillages, des viols et des enlèvements se produisirent à Gao, Kidal et Tombouctou. Si on en croit les rapports de *Human Rights Watch*, ce sont les rebelles du MNLA qui seraient responsables de ces crimes. Ces accusations furent toutefois rejetées par l'organisation, qui attribua la responsabilité de ces actes à des prisonniers échappés et à des criminels. Des témoins oculaires déclarèrent qu'*Ansar El Dine* réagit en prenant des mesures visant à protéger la population et mettre un frein à la criminalité. Depuis lors, *Ansar El Dine* a fait du prosélytisme à domicile et imposé la *charia* à la population. Globalement, les Touaregs sont désorientés à propos d'*Ansar El Dine* mais découvrent rapidement la vérité à propos de l'organisation. Le 26 juin, un ami me transmet ce que lui avait rapporté une famille touareg de Tombouctou :

Ansar El Dine recrute des jeunes garçons qui n'ont pas plus de 11 ou 12 ans en leur promettant de leur donner à manger et de l'argent s'ils travaillent dans leur camp de Fort Bekaye, l'ancienne base malienne à l'intérieur de la ville. Il est demandé à ces jeunes garçons de faire des petits travaux. Un Touareg, s'étant aperçu que son fils de 13 ans était parti dans le camp pour travailler, se rendit à la base pour lui parler. Il lui demanda pourquoi il avait adhéré à *Ansar El Dine* et le jeune garçon répondit à son père qu'il n'était censé travailler que pour un mois. L'homme alla donc voir le dirigeant d'*Ansar El Dine* responsable de la base et lui indiqua respectueusement qu'il souhaitait que son fils reparte avec lui parce qu'il en avait besoin chez lui. Le responsable de la base lui répondit que son fils ne pouvait partir, qu'il faisait désormais partie d'*Ansar El Dine* et que la famille pourrait se voir restituer son corps une fois qu'il aurait rempli son devoir envers Allah, en ajoutant qu'il pouvait être fier de lui pour faire honneur à son nom comme tout vrai Musulman.

Cela ne semble pas un cas isolé. Deux autres familles ont rapporté des faits similaires. Les gens démunis comptent sur les dons d'*Ansar El Dine*, qui leur demande en retour d'envoyer leurs fils dans des *madrasas* (écoles coraniques) récemment militarisées. Un homme décrit la façon dont son ancienne mosquée abrite désormais une telle madrasa dans laquelle les jeunes garçons sont tous obligés de s'habiller exactement de la même façon, apprennent à se servir de Kalachnikovs et se voient inculquer une interprétation dure de l'Islam. En résumé, Ag Ghaly semble déterminé à obliger lentement la population à se soumettre à son autorité, laissant l'avenir du Nord-Mali dans les mains des extrémistes et mettant en doute le destin des Touaregs.

AQMI au Nord-Mali

Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) est très active au Nord-Mali, en dépit de rapports très fragiles avec les Touaregs. Des citoyens algériens dirigent AQMI mais sa force combattante se compose de Mauritaniens, de Marocains, de Libyens, de Maliens et de Nigériens. AQMI profite depuis 2003 de la faiblesse de l'infrastructure de sécurité du Mali pour s'implanter dans la partie septentrionale du pays. Cela créa une transformation du développement économique dans laquelle des éléments tribaux (en particulier les tribus arabes et, à un moindre degré, les Touaregs) n'ont d'autre solution que de collaborer avec l'organisation ou d'y adhérer, car elle dispose de fonds considérables (les estimations varient entre 70 et 150 millions d'euros au total). Ces fonds proviennent des rançons payées pour la libération d'otages occidentaux²⁰. Au fil des ans, la population arabe-touareg locale apprit lentement à tolérer sa présence, en partie à cause de la capacité de l'organisation de développer l'économie locale et d'assurer les services de base dans une région appauvrie qui s'est sentie abandonnée par le gouvernement central. Les dirigeants locaux établirent avec AQMI des relations d'affaires avantageuses pour les deux parties. Ces relations furent consolidées par des mariages avec des femmes de la région. Un exemple de cette situation est Mokhtar Belmokhtar, un dirigeant influent d'AQMI appartenant à la *Katiba*, ou bataillon, de la zone sud, qui épousa une Touareg de Tombouctou.

Même si AQMI semble avoir une influence bénéfique sur la population locale en termes de qualité de la vie, la réalité est exactement l'inverse, en particulier à long terme. L'organisation exerce une influence négative sur le développement économique de toute la région et encourage la croissance du crime organisé, en particulier parmi les Touaregs et les Arabes. AQMI est responsable de la propagation d'un extrémisme violent à des pays tels que le Nigeria, où en 2011 l'organisation extrémiste *Boko Haram* a multiplié de façon spectaculaire ses attentats contre des objectifs chrétiens et gouvernementaux. Au fil des ans, la réaction irrésolue du gouvernement malien aux attentats et enlèvements d'AQMI détruisit les développements économiques positifs, même les plus minimes, dans la région la plus pauvre d'un pays où 77 pourcent des habitants vivent de moins de deux dollars par jour²¹. La violence et l'insécurité dissuadèrent les ONG, les investisseurs étrangers et les touristes dans des zones cruciales en proie au sous-développement chronique, à la sécheresse et à une extrême pauvreté.

En dépit des gains d'AQMI, les Touaregs restent traditionnellement modérés et ne sont pas attirés par la variété salafiste de l'Islam. Leur identité réside dans leur langue, le *tamasheq*, pas dans leur religion. L'automne 2006 vit de nombreux affrontements entre Touaregs et combattants d'AQMI, qui conduisirent à

la méfiance et à l'animosité entre les deux camps. Certains membres du MNLA continuent de débattre l'idée d'expulser AQMI de la région parce qu'elle est considérée comme une source d'influence extérieure qui corrompt les traditions et la façon de vivre des Touaregs. C'est la raison pour laquelle Iyad Ag Ghaly occupa le devant de la scène et bénéficie désormais de toute l'attention et du soutien d'AQMI. Ses origines touareg permettent à AQMI d'opérer pendant qu'il entretient le discours négatif des Touaregs. En dépit de différences considérables et d'un passé d'animosité à l'égard de l'Islam radical, les Touaregs sont des opportunistes. La séduction de l'argent est la seule chose qui les attire vers AQMI pour continuer à jouer un rôle dans la région.

À cause du fait que les Touaregs s'opposent avec véhémence au Salafisme et pour s'assurer un soutien populaire, Abdelmalek Droukdal, l'émir d'AQMI, ordonna à ses partisans d'imposer progressivement la *charia* à la population du Nord-Mali et de créer le premier état islamique de la région²². Comme Iyad Ag Ghaly, il ne veut pas perdre le contrôle de la situation. Maintenir solidement son emprise sur le Nord-Mali permet à AQMI d'obtenir les ressources dont elle a besoin pour rester efficace et se développer.

Conclusion et recommandations Implications pour les États-Unis

Même si la communauté internationale n'envisageait probablement jamais l'indépendance de l'*Azawad*, il est nécessaire de faire des efforts pour soutenir le MNLA et les Touaregs qui s'opposent aux militants salafistes dans la région, y compris AQMI. Les Touaregs sont les maîtres de leur environnement ; ils peuvent jouer un rôle clé dans la stabilisation du Sahel en expulsant les groupes extrémistes violents, et ils sont prêts à le faire, mais ils ne peuvent le faire sans aide.

Malheureusement, les choses se présentent actuellement plutôt mal dans la région. Le temps n'est pas du côté des Touaregs et le Nord-Mali devient un aimant pour les combattants islamistes étrangers qui aident maintenant à entraîner les recrues. En outre, les extrémistes violents bénéficient d'un environnement idéal dans lequel transporter des armes, faire entrer des renforts de combattants étrangers et s'enrichir du trafic de stupéfiants et d'autres formes de contrebande, en profitant des grandes quantités d'armes ayant appartenu à l'arsenal de Kadhafi en leur possession et de leur contrôle de pistes d'atterrissage près des villes de Gao, Tombouctou, Tessalit et Kidal. Cette région est en train de devenir un cauchemar stratégique pour les États-Unis et leurs alliés européens.

Quel est l'objectif final d'*Ansar El Dine* et d'AQMI ? D'après les spécialistes de la région, Ag Ghaly veut être le chef des Touaregs et emploiera tous les moyens

nécessaires pour y parvenir. Les objectifs à long terme d'AQMI sont toutefois différents et reflètent mieux les plans d'Al-Qaïda pour l'Afrique du Nord. Une analyse par le CTC de West Point des lettres déclassées d'Abbottabad montre que la direction d'Al-Qaïda désire profiter du « printemps arabe » pour transformer les activités djihadistes en activités missionnaires, dont l'objectif principal est de se regrouper et de poursuivre des actions contre les États-Unis²³. Pour accomplir cet objectif, elle doit s'appuyer sur sa branche régionale, AQMI. Toutefois, les revers essuyés par AQMI au cours des années récentes sont significatifs. Sa capacité de recruter dans les pays nord-africains est tombée à zéro. Les désaccords idéologiques internes qui éclatèrent en 2006 lorsqu'elle prêta serment d'allégeance à Al-Qaïda continuent de poser des problèmes à l'organisation. En outre, les mesures efficaces de contre-terrorisme prises par les États-Unis et leurs alliés ont eu des effets désastreux pour l'organisation. Pour survivre et rester efficace, AQMI a besoin d'argent et de soldats. Le Sahel est devenu un terrain idéal pour les deux et les Touaregs servent de garantie. D'une certaine façon, AQMI s'est approprié le cœur des grandes routes commerciales sahariennes, qui représente la force vitale pour la croissance économique dans une vaste région de 8.800 kilomètres carrés par laquelle transitent des marchandises entre l'Europe, le Moyen Orient et le sous-continent. Si personne ne s'oppose à eux, les terroristes et trafiquants de drogues exploiteront ces routes à leur profit dans le long terme en ayant recours aux seuls qui connaissent le terrain sur ces terres inhospitalières, les Touaregs.

Les forces armées maliennes se sont montrées jusqu'à maintenant inefficaces et incapables de contrôler le Nord pour en expulser AQMI. La communauté internationale et les voisins du Mali ne devraient pas soutenir une intervention armée dans le Nord par le régime en place à Bamako, car cela sera contre-productif et aliénera toute opposition locale à *Ansar El Dine* et AQMI. Au lieu de cela, les gouvernements de la région doivent collaborer pour répondre aux besoins économiques et sociaux dans tout le Sahel. Cela protégera les moyens d'existence et ouvrira des perspectives qui empêcheront les communautés sahéniennes, les Touaregs en particulier, de devenir les proies des groupes salafistes.

La meilleure façon de résoudre la crise actuelle au Nord-Mali est de créer une zone tampon autour de celles où opèrent les Salafistes. Cette zone limiterait l'entrée par voie aérienne ou terrestre de marchandises illégales dans la région. Sur une plus grande échelle, une approche régionale systématique visant le trafic illicite de stupéfiants, de tabac et d'armes devrait être appliquée pour restreindre les sources de financement des terroristes. La réduction des flux de trésorerie conduira à un assèchement des fonds nécessaires au recrutement et au développement.

En outre, une campagne efficace d'opérations d'information est indispensable pour discréditer AQMI et *Ansar El Dine*, ainsi que renforcer la méfiance

locale à l'égard de leurs motivations. Cette campagne devrait viser non seulement le Nord-Mali mais également le Sahel dans son ensemble afin de discréditer tous les groupes salafistes militants et leurs activités. Une intervention directe par des pays occidentaux ne fera toutefois que renforcer la *raison d'être* des extrémistes et exacerber la crise. Une solution recommandée par des spécialistes de la région doit être atteinte par médiation des acteurs régionaux.

Les programmes de contrôle des frontières et de contre-terrorisme destinés au Niger, à la Mauritanie, à la Libye, à la Tunisie, au Maroc et à l'Algérie doivent bénéficier d'un soutien accru. Ces États continuent à souffrir d'une absence de coordination durable et efficace dans ces domaines. C'est pourquoi la collecte et le partage du renseignement au niveau régional doivent être considérablement améliorés. En outre, les États sahéliens n'ont pas les moyens de réagir aux menaces à la sécurité dans les régions éloignées de leurs capitales. C'est la raison pour laquelle le Mali s'est montré incapable de garder le contrôle du Nord. Bien que la *Katiba* d'AQMI dans la zone sud ne compte pas plus de 300 hommes, l'immensité de la zone opérationnelle rend très difficile le repérage de ceux-ci et leur prise pour cible sans la collaboration des états de la région.

La communauté internationale doit aussi adresser les problèmes de mauvaise gouvernance, de corruption et de pauvreté, en particulier chez les Touaregs et les populations du Sahel. Les initiatives qui améliorent la sécurité de l'approvisionnement en produits alimentaires et en eau, les soins médicaux, l'enseignement et l'emploi inciteront la population à résister aux groupes de militants salafistes et à s'abstenir de collaborer avec eux. Dans le cas des Touaregs du Nord-Mali, de meilleures infrastructures et une sécurité efficace restent au cœur de leurs doléances. Ce problème doit être abordé de front afin de soutenir leur économie et préserver leur façon de vivre, une culture en contradiction avec l'Islam militant.

Pour terminer, un partage efficace du renseignement par les pays occidentaux et locaux, ainsi qu'une coordination régionale destinée à traquer les activités salafistes viennent en tête des priorités qui doivent occuper le devant de la scène pour éliminer la menace à laquelle est en proie cette région.

Notes

1. Global Insider : Tuareg Rebel Groups, www.worldpoliticsreview.com/trend-lines/10508/globalinsider-tuareg-rebel-groups.

2. « Prayer Profile : The Tuareg ; a Cluster of 8 Distinct Groups in 5 Different Countries », Bethany World Prayer Center, 1997, http://kcm.co.kr/bethany_eng/clusters/tuareg.html.

3. KEITA, Kalifa, LTC, l'armée de la République du Mali, Conflict and Conflict resolution in the Sahel: The Tuareg Insurgency in Mali. Carlisle, PA : *Strategic Studies Institute*, US Army War College, 1998, pp. 10-11, www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdffiles/pub200.pdf.

4. MORGAN, Andy, « The Causes of the Uprising in Northern Mali », *Think Africa Press*, 6 février 2012, <http://thinkafricapress.com/mali/causes-uprising-northern-mali-tuareg>.

5. GAUDIO, Attilio, *Le Mali*. Paris : Karthala, 1992, p. 191.
6. KEITA, « Conflict and Conflict resolution », p 16.
7. *Id.*, p.18.
8. HUMPHREYS, Macartan et AG MOHAMED, Habaye, « Senegal and Mali », janvier 2003, p. 25, www.columbia.edu/~mh2245/papers1/sen_mali.pdf.
9. BBC Monitoring International Reports, « Qadhafi's Fall 'Good News' for Tuareg – Malian Tuareg Leader Ag Bahanga », *Access My Library*, 30 août 2011, www.accessmylibrary.com/article-1G1-265659685/qadhafi-fall-good-news.html.
10. GUNARATNA, Rohan, « Instability Threatens the Sahel », *National Interest*, 26 avril 2012, <http://nationalinterest.org/commentary/instability-threatens-thesahel-6850>.
11. LEWIS, David et DIARRA, Adama, « Insight : Arms and Men Out of Libya Fortify Mali Rebellion », *Reuters*, 10 février 2012, www.reuters.com/article/2012/02/10/us-mail-libya-idUSTRE8190UX20120210.
12. MORGAN, « Uprising in Northern Mali ».
13. BROWN, Robert, ed., *Annotations to the history and description of Africa, by Leo Africanus*, vol I. London : Hakulyt Society, 1896.
14. AG ATTAHER, Mossa, « They Are Not Mercenaries », Mouvement National de libération de l'*Azawad*, 22 janvier 2012, www.mnlamov.net/english/101-they-are-not-mercenaries.html.
15. RUNDLE, Michael, « Mali Unrest : British Embassy Staff withdraw by Foreign Office Amid Violence », *Huffington Post*, 4 juin 2012, www.huffingtonpost.co.uk/2012/04/06/mali-unrest-british-embassy-closed-foreign-office_n_1407825.html.
16. MORGAN, Andy, « Stand-off in Northern Mali », *Al Jazeera*, 11 juin 2012, www.aljazeera.com/indepth/opinion/2012/06/20126610723692872.html.
17. DIARRA, Adama, « Mali Islamist Leader Rejects Independence », *Reuters*, 16 juin 2012, www.reuters.com/article/2012/06/16/us-mali-crisis-ansardine-idUSBRE85F0MD20120616.
18. KEENAN, Jeremy, « A new Crisis in the Sahel », *Al Jazeera*, 3 janvier 2012, www.aljazeera.com/indepth/opinion/2012/01/20121274447237703.html.
19. DÖRRIE, Peter, « As Crisis Gathers, Northern Mali Needs More Than Just Military Intervention », *World Politics Review*, 14 juin 2012, www.worldpoliticsreview.com/articles/12056/as-crisis-gathers-northern-mali-needs-more-than-justmilitary-intervention.
20. MCGREGOR, Andrew, « Mali Pays the Price of al-Qaeda's Asymmetrical Threat », *Terrorism Monitor* 8, no. 39, 28 octobre 2010, www.unhcr.org/refworld/publisher,THE_JF,,MLI,4cd10ba72,0.html.
21. PEARCE, Caroline, FOURMY, Sébastien et KOVACH, Hetty, *Delivering Education For All in Mali*, Oxfam International Research Report. Oxford UK : Oxfam International, juin 2009, www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/delivering-education-for-all-mali-report-07-06-09.pdf.
22. « Mali : rencontre entre groupes islamistes du nord à Tombouctou », *Jeune Afrique*, 28 mai 2012, www.jeuneafrique.com/actu/20120528T200938Z20120528T200936Z/.
23. LAHOUD, Nelly et al., *Letters from Abbottabad: Bin Ladin Sidelined ?* West Point, NY : Harmony Program, Combating Terrorism Center at West Point, 3 mai 2012, www.ctc.usma.edu/wp-content/uploads/2012/05/CTC_LtrsFromAbottabad_WEB_v2.pdf.

Visitez notre site web

http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp